

**Solidarité pour les personnels éducatifs, les élèves et leurs familles suite à l'incendie du  
collège Champollion**



L'APRÈS 21 souhaite exprimer sa solidarité pleine et entière à l'égard des 490 élèves, de leurs familles, ainsi que de l'ensemble des personnels éducatifs, administratifs et des équipes pédagogiques touchés par ce drame. Un sinistre d'une telle ampleur ne saurait laisser indifférent, a fortiori lorsqu'il atteint une institution consacrée à l'éducation, à la transmission des savoirs et à l'épanouissement de la jeunesse.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté cet acte criminel. S'en prendre à un lieu d'éducation, c'est porter atteinte aux principes fondamentaux de notre République : l'accès au savoir, l'égalité des chances, la sécurité de toutes et tous et la construction d'un avenir commun. L'éducation constitue un bien public essentiel, socle de notre vivre-ensemble et pilier de la cohésion sociale et nationale.

Le préfet de Côte d'Or a de suite fait le rapprochement entre ce crime et le narcotrafic en ces termes : « *On voit bien que les narcotraiquants veulent atteindre effectivement les institutions de notre pays. On s'en prend à des symboles de la République, à la fois l'éducation nationale et la culture.* »

L'APRÈS 21 tient à rappeler ses positions sur la loi sur le narcotrafic : nous considérons qu'elle est surtout symbolique et inefficace, car elle mise sur le spectacle sécuritaire plutôt que sur la prévention, la police de proximité et les moyens d'enquête. Car ce sont bien les gouvernements successifs, notamment sous Sarkozy, qui ont supprimé plus de 10 000 postes de fonctionnaires de police.

Et ce sont autant les moyens donnés à des enquêtes poussées, que les moyens donnés à la prévention qui sont les grands oubliés. Or la lutte contre la drogue et ses trafics relève d'un impératif majeur de santé publique. Ces trafics alimentent des phénomènes d'addiction, de violences et de précarisation qui affectent durablement les individus, les familles et l'ensemble de la société.

La situation actuelle ne vient pas de nulle part ! Ce sont les gouvernements successifs qui sont également responsables de la montée de la précarité, de l'abandon des quartiers populaires et de la disparition des services publics et donc de l'État dans de nombreux quartiers à travers le pays. Leurs bilans ont été des moteurs du développement et de l'implantation du narcotrafic dans le pays. A ceux qui parlent des « *quartiers perdus de la République* », nous parlons de quartiers abandonnés par l'État et l'oligarchie.

Parallèlement, le narcotrafic a subi de grands bouleversements dans les dernières années. Des militant·es de lutte contre le narcotrafic parlent de cette manne financière illégale comme d'un système d'ultra-capitalisme ubérisé. Nous ne devons pas être naïfs : la chasse aux petits dealers, aussi importante soit elle, ne doit pas masquer d'autres réalités : le narcotrafic, comme le commerce des armes et du blanchiment d'argent, est dominé et organisé notamment par des milliardaires souvent basés à l'étranger, avec la complicité d'États voyous connus, sur lesquels aucune action sérieuse n'est menée.

L'APRÈS 21 appelle donc à une lutte conséquente contre le narcotrafic, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent et tient à exprimer une nouvelle fois sa pleine solidarité avec l'ensemble des personnes affectées par l'incendie du collège Champollion.

Nous appelons à ce que l'accueil des collégien·nes et l'organisation de leurs enseignements puissent se réaliser rapidement par la mobilisation du rectorat et du Conseil Général. Nous soutenons les personnels du collège, les élèves et leurs familles unies dans la solidarité. Et pour ne plus être pris dans une logique d'affrontements sans fin, une concertation doit être faite avec les habitant·es du quartier, afin de proposer aux services de l'État des solutions pratiques.